

Frédéric Lauféron

Directeur général de l'Union départementale des associations familiales 74



C'est quoi l'Udaf en quelques mots ? L'Union départementale des associations familiales porte la voix des familles auprès d'une centaine d'instances (CAF, CPAM, CCAS, hôpitaux...). Elle rassemble 129 associations employeurs de plus de 4 500 salariés dans le département. Je parle donc au nom des familles mais aussi des salariés et des employeurs qui interviennent dans les champs du handicap, de l'aide aux personnes âgées, de la petite enfance... Désormais, tous les services dédiés aux familles sont très lourdement impactés par la pénurie de logements qui ne cesse de s'aggraver en Haute-Savoie.

La situation n'est pas nouvelle... Le foncier est rare et hors de prix, l'offre de logements est très insuffisante et donc très chère. C'est une tendance lourde qui s'est accentuée, et qui peut se chiffrer. En dix ans, la distance domicile-

travail a augmenté de 37 %. On ne peut plus se loger à côté de son travail. Cela engendre des bouchons, de la pollution et de sérieuses répercussions sur la vie familiale, comme la disponibilité pour aller chercher les enfants. Autre exemple : il faudra bientôt attendre près de 600 jours en moyenne pour avoir un logement social, contre 550 jours l'an dernier. En outre, seulement 5 % de taux de turn-over signifie que lorsque l'on entre dans le logement social, on n'en sort pas.

Quid des répercussions sur l'emploi ? Les employeurs du secteur associatif, du secteur social en particulier, recrutent de moins en moins à l'extérieur du département car ils savent d'avance qu'il y aura une problématique de logement pour le futur salarié. Donc, la plupart, dans les champs du handicap, du grand âge, de la maladie etc. priorisent des candidatures du département, quitte à recruter des personnes sous-qualifiées et/ou sans expérience. Résultat : on est en train de perdre en compétences dans un grand nombre de services. Ces services s'appauvrissent d'année en année et fonctionnent de plus en plus régulièrement en mode dégradé.

Des exemples ? Les crèches recrutent désormais du personnel non diplômé. Les services à domicile (soins, portage de repas...) à destination des personnes âgées ou handicapées, sont également très touchés. En effet, certains salariés de ces services dorment dans leur voiture, faute de logements. C'est choquant et incompréhensible dans un des départements les plus riches de France. Par ailleurs, 700 places d'EHPAD sont vides, faute de personnel... Idem pour la psychiatrie. Plus globalement, il manque entre 650 et 700 infirmiers et infirmières, et des centaines d'aides-soignants dans le département. Si on développait un accès au logement à des conditions acceptables, on résoudrait plus de la moitié des problématiques de recrutement.

La situation est-elle prise en compte par les autorités ?

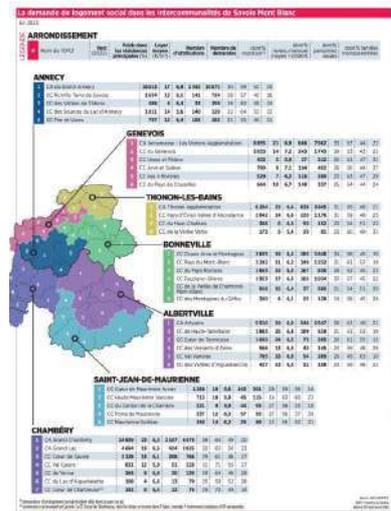
La plupart des députés et sénateurs de notre département sont parfaitement mobilisés et montent dès qu'ils peuvent au créneau.

Pour autant, ils semblent isolés. Nous avons le sentiment que le gouvernement ne prend pas la mesure de la situation critique de notre département. S'il n'y a pas un plan d'urgence

en faveur du logement, suffisamment impactant et impliquant l'ensemble des acteurs, on court droit à la catastrophe. Certes, le sujet est complexe et il n'existe aucune recette miracle. Toutefois, le moment est venu d'être audacieux, et peut-être même de déroger à certaines lois et textes réglementaires par exemple. Dans le cadre de la construction d'un immeuble, on pourrait prévoir d'autoriser un étage de plus pour y faire des logements ; il serait aussi judicieux de pré-

voir une quote-part de logements dans chaque nouvel établissement offrant des services au public... La construction de logements sociaux, intermédiaires mais aussi de droit commun sera la clé de la sortie de crise.

La Haute-Savoie traverse une situation inédite en France et qui doit appeler des réponses exceptionnelles, à la hauteur des enjeux pour les familles et pour l'emploi. **q ■**



par Nadia Lemaire

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ « Face à la pénurie de logements : des mesures exceptionnelles ! »

Bio express

24 mai 1971 Naissance au Creusot

1997-2005 Occupe différents postes dans les RH, la communication, le recrutement au sein de fédérations, chambre de métiers et ONG.

2005-2020 Directeur général de l'Association de politique criminelle appliquée et de réinsertion sociale (APCARS), dédiée à l'accompagnement des victimes d'infractions et à la prévention de la délinquance, au tribunal judiciaire de Paris. **Septembre 2021** Directeur général de l'Udaf 74 à Annecy

